

Direction Générale Aménagement du territoire et patrimoine
Service Espaces Publics

Objet | Entretien et plantations sur espaces verts terre plein central rue du 8 Mai 1945 à Cenon.

Monsieur Jean-François EGRON, Maire de CENON et Vice-Président de Bordeaux Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route, décret n° 95-807 du 30 juillet 1985 modifiant certaines dispositions du Code de la Route, et le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police du Maire en matière de circulation routière,

Vu la délibération numéro 2021-27 du 8 février 2021, relative à la fixation des montants pour les emprises de chantier dans le cadre des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public,

Vu l'arrêté numéro 2020-232 du 29 mai 2020 de suppléance et de délégation de signature,

Vu l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000, ratifiée le 8 novembre 2000, relative à la partie législative du code de la route,

Considérant la demande présentée par le **service espaces naturels de Bordeaux Métropole ST2**, à l'effet d'entreprendre l'entretien et plantations sur espaces verts terre plein central rue du 8 mai 1945 à Cenon,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles afin de procéder en toute sécurité aux travaux précités,

Sur proposition de Madame La Directrice Générale des Services Municipaux,

ARRETE

Article 1^{er} : Le service espaces naturels de Bordeaux Métropole, est autorisée à entreprendre du **6 février 2023 au 17 février 2023**, l'entretien et plantations sur espaces verts terre plein central rue du 8 mai 1945 à Cenon.

Article 2 : Pendant toute la durée des travaux : (**10 jours entre 8h et 16h**)

- **La voie de circulation côté impair sera interrompue par « RUE BARREE »** sauf véhicules de secours, partie comprise entre l'intersection de la rue Henri Matisse vers l'Avenue Georges Clémenceau.
- Une déviation sera mise en place vers l'Avenue Jean Zay depuis l'Avenue René Cassagne.
- Le présent arrêté sera en concomitance avec l'arrêté numéro 2023-90.
- **Les signalisations devront être conformes et adaptées à l'article 4.**
- Les accès devront être maintenus sur les rues perpendiculaires.
- Les stationnements **seront interdits** au droit des travaux.
- La circulation des piétons et cyclistes seront maintenus et sécurisés.
- La desserte des riverains demeurera assurée dans les meilleures conditions.
- **Le SDIS, Véolia et Kéolis** seront informés des désagréments occasionnés.

Article 3 :

- L'emprise sur domaine public des engins de levage et/ou manutentions doit être conforme aux recommandations générales du SDIS, à savoir, notamment :

- l'emprise fixe ne doit pas dépasser 20m de long,
- une voie d'accès de 3m de large maintenue libre de part et d'autre de l'emprise, en fonction de la configuration de la voie,
- le conducteur de l'engin doit rester à proximité afin de le déplacer en cas de nécessité opérationnelle absolue.

Article 4 : La signalisation réglementaire de chantier matérialisant les dispositions des articles précédents, sera mise en place, entretenue et déposée par les entreprises chargées de l'exécution des travaux, elle sera conforme à l'instruction interministérielle de signalisation routière.

Article 5 : L'entreprise se charge de l'information auprès des riverains et services publics concernés.

Article 6 : Le nettoyage et la remise en état des éventuelles dégradations sur la chaussée et sur les trottoirs devront être assurés par le demandeur.

Article 7 : L'éventuelle redevance sera calculée à l'achèvement des travaux et fera l'objet de l'émission d'une recette.

Article 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux, et les contrevenants poursuivis conformément à la loi.

Article 9 : Les services de Police, les services de Bordeaux Métropole et les services municipaux sont chargés, selon leurs compétences respectives, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à CENON, le **2 février 2023**

**Rendu exécutoire en vertu de l'article L.2131-1 du
CGCT**

Date d'affichage : le 3 février 2023

Pour le Maire,
L'Adjoint aux Grands Travaux,
Patrimoine Municipal et VRD,

Jean-Marc SIMOUNET